

UNE GREVE LE 7 MARS... MAIS POUR QUELLES RAISONS !!!!

Le 07 mars prochain, plusieurs syndicats appellent les fonctionnaires à un mouvement de grève. Le motif principal est une demande aux candidats à la Présidentielle de penser aux fonctionnaires malmenés par les réformes successives, avec en point d'orgue, une piètre revalorisation du point d'indice (1.2 %). Pointés du doigt également, les effets néfastes du PPCR, avec notamment la perte de la possibilité de prendre les échelons au temps minimum (que l'on doit, en grande partie, à un syndicat ayant demandé une égalité de traitement entre les 3 Fonctions Publiques) et les déroulements de carrières.

Le SAFPT s'interroge, légitimement, sur de telles revendications au regard de certains syndicats appelant à battre le pavé et qui étaient signataires des accords précités !!!

Il est également dubitatif sur le fait qu'une grève s'adresse à des dirigeants en place et pouvant, de ce fait, remédier ou répondre aux doléances avant que le mouvement ne soit déclenché... on est bien loin du sens premier et des conditions permettant un tel mouvement !

Enfin bref et même si la parole d'un candidat en campagne ne vaut pas grand-chose, le SAFPT a d'autres motifs de s'inquiéter pour l'avenir... et pense que les questions sont ailleurs :

- Le non remplacement de 100000 à 500000 fonctionnaires sur le prochain quinquennat. **La question se pose de savoir qui va financer les futures retraites du secteur public ?**
- Comment annoncer de tels chiffres qui sont en totale inadéquation avec le fait d'augmenter l'âge de départ à la retraite de 3 ans.
- Comment passer de la prise en compte des six derniers mois à 10 ou 25 ans pour le calcul des retraites ? **Dans un tel cas, les primes seraient-elles incluses ? Lesquelles et leurs prises en considération à quelle date ?**

N'est-ce pas ces questions qui doivent nous préoccuper et qu'il faudrait poser aux candidats en lice pour les Présidentielles ?

Par ailleurs, s'il est utile de revenir sur les effectifs, que dire de la multiplication des institutions et des collectivités qui entraînent une augmentation massive d'élus et l'engagement de nouveaux agents **car tous ne sont pas issus de transferts** dans ces nouvelles structures.

En effet, outre les institutions classiques, ces dernières années ont vu fleurir les métropoles, les communautés urbaines, les communautés d'agglomérations, les communautés de communes, les SIVU, les SIVOM, les syndicats d'agglomérations nouvelles, les agences de l'eau, de l'environnement, de la santé (ARS), etc...

Combien coûtent toutes ces nouvelles structures, ces nouveaux élus et les nouveaux agents engagés ?

Là est la question. D'un côté, on veut supprimer pour faire (soi disant) des économies et de l'autre on augmente de façon incroyable les dépenses !!!!

Le SAFPT enverra donc un courrier en ce sens aux principaux postulants et de ce fait, ne prendra pas part à cette manifestation mais comme à son habitude, il vous laisse libre de votre choix.

Si toutefois, vous souhaitez participer à ce mouvement, merci de crier haut et fort les raisons de votre présence qui sont celles développées ci-dessus et non celles invoquées par les OS organisatrices de cette manifestation.